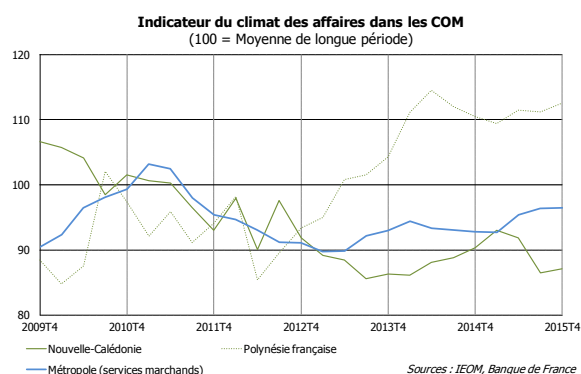
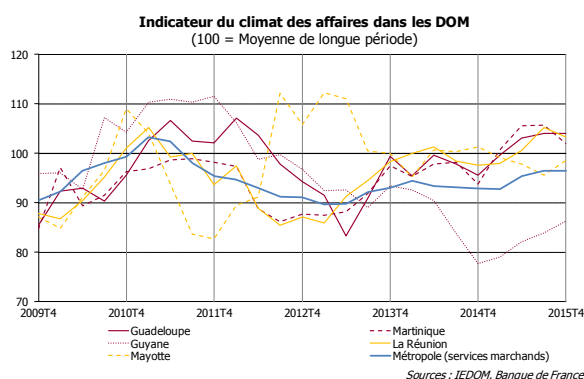


La conjoncture Outre-mer en 2015 : une reprise progressive de l'économie

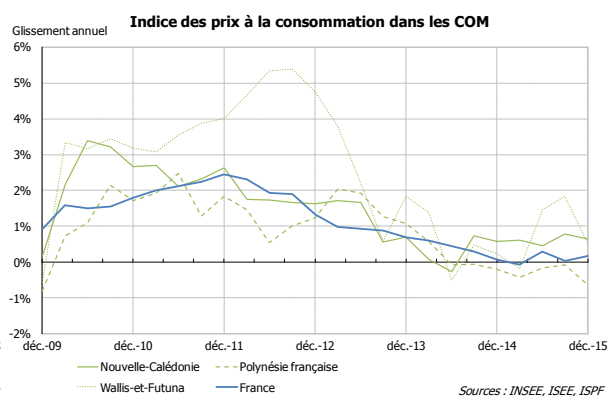
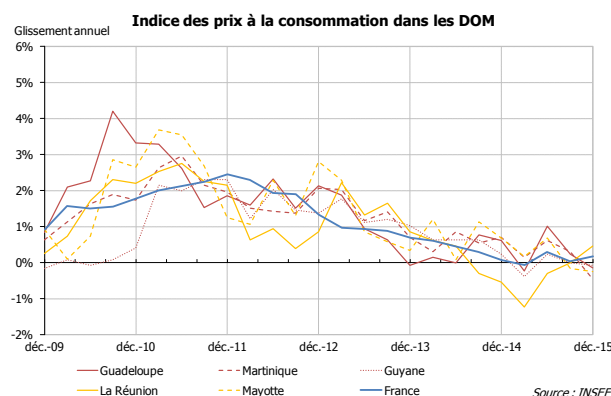
LE CLIMAT DES AFFAIRES S'AMÉLIORE



Globalement dans les DOM, l'**indicateur du climat des affaires** (ICA) est bien orienté en 2015. L'indice progresse significativement à la Martinique, à La Réunion et à la Guadeloupe, repassant dans ces trois géographies au-dessus de sa moyenne de longue période. À Mayotte, le climat des affaires est resté morose en 2015. En Guyane, l'indicateur s'est redressé tout au long de l'année. Néanmoins, il reste toujours nettement en deçà de sa moyenne de longue période.

Dans les COM du Pacifique, les évolutions conjoncturelles demeurent contrastées : l'ICA polynésien reste depuis plus de deux ans nettement au-dessus de sa moyenne de longue période tandis que l'indicateur calédonien se dégrade à nouveau, à 13,7 points en deçà de sa moyenne de longue période.

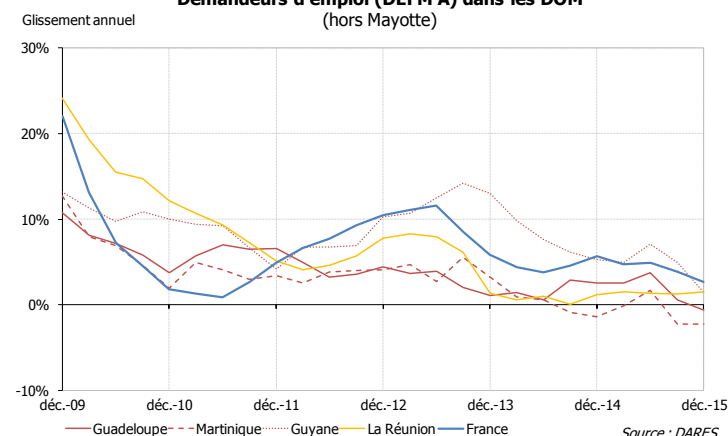
FAIBLESSE PERSISTANTE DE L'INFLATION



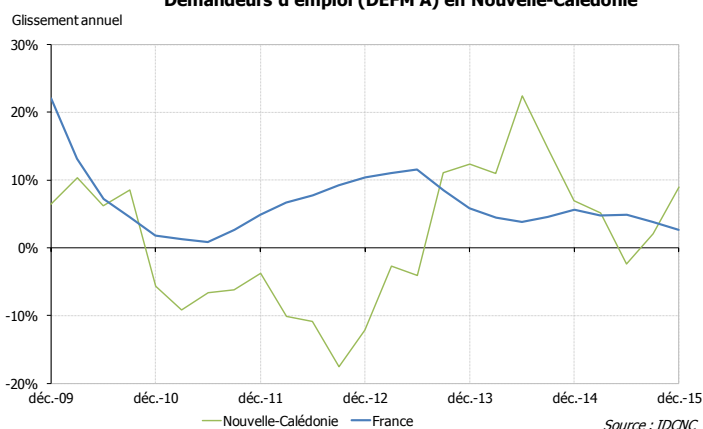
L'**inflation** reste à un niveau relativement faible pour l'ensemble des DCOM, entre -0,4 % et 1,5 % en moyenne annuelle, soit un niveau proche de celui de la France entière (qui s'est établi à +0,0 % en moyenne en 2015). L'inflation en fin d'année est même plus faible qu'en moyenne annuelle ce qui montre que la tendance au ralentissement des prix se poursuit et passe même en territoire négatif dans certaines géographies. Cette décélération s'explique principalement par la baisse du prix de l'énergie débutée en fin d'année 2014.

UN BILAN MITIGÉ POUR L'EMPLOI

Demandeurs d'emploi (DEFM A) dans les DOM (hors Mayotte)



Demandeurs d'emploi (DEFM A) en Nouvelle-Calédonie

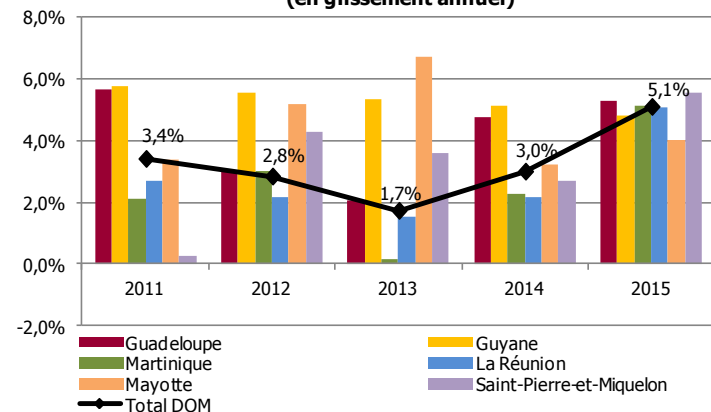


La situation du **marché du travail** en 2015 enregistre une légère embellie à la Martinique, à la Guadeloupe et à La Réunion. A contrario, on observe une nouvelle dégradation à Mayotte et en Guyane.

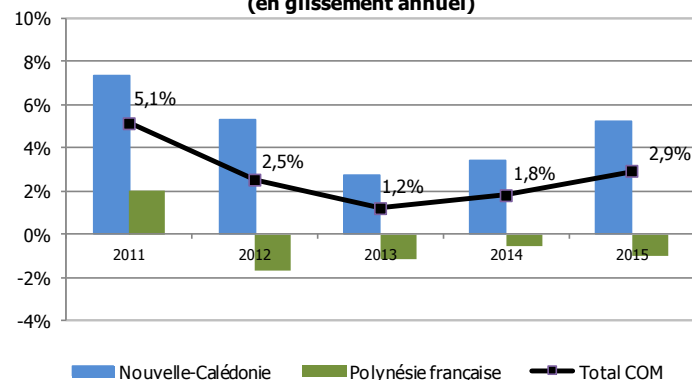
Dans les COM, la situation **du marché du travail** se dégrade. En Polynésie française, l'emploi apparaît aujourd'hui comme la pièce manquante d'une reprise plus affirmée, les créations d'emploi étant insuffisantes pour faire refluer le chômage. Pareil constat prévaut en Nouvelle-Calédonie où la demande d'emploi est au plus haut niveau depuis dix ans. Là encore, les créations d'emploi ne sont pas suffisantes pour absorber cette forte demande. À Wallis-et-Futuna, l'emploi se stabilise dans le secteur public mais se contracte dans le secteur privé.

UNE ACTIVITÉ DE CRÉDIT DYNAMIQUE, AU PROFIT DES MÉNAGES

Évolution des encours de crédit dans les DOM (en glissement annuel)



Évolution des encours de crédit dans les COM (en glissement annuel)

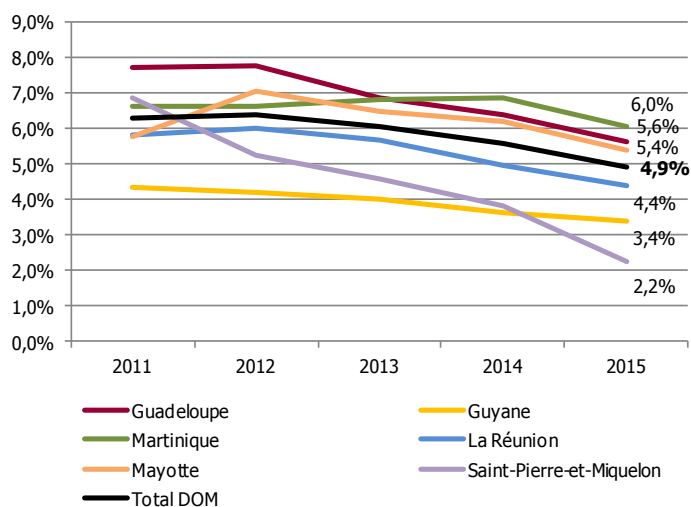


Au 31 décembre 2015, **l'ensemble des concours bancaires** consentis par les banques en Outre-mer atteint près de 54 milliards d'euros, soit une hausse de 5 % sur l'année. Cette progression confirme l'accélération de la distribution du crédit observée depuis 2013, en phase avec le phénomène de reprise observée dans l'Outre-mer. La progression annuelle des encours de crédit est un peu moins marquée dans les COM du Pacifique (+2,9 %) que dans les DOM (+5,1 %).

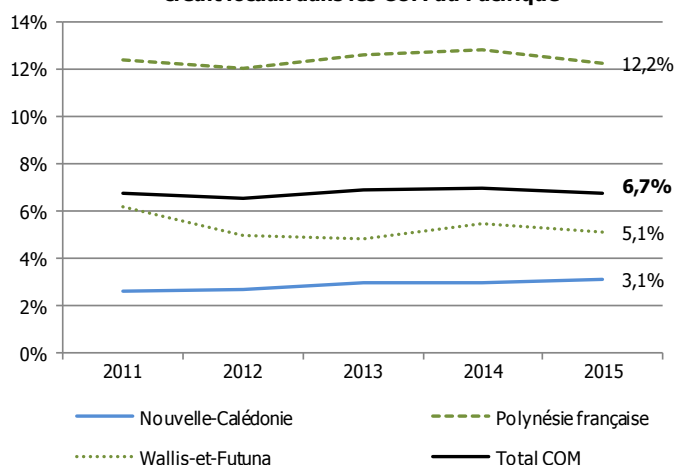
Les agents économiques qui bénéficient de ces concours sont principalement les entreprises (43 %) et les ménages (41 %). Les crédits accordés aux ménages ont progressé de 5,4 % en 2015, progression un peu supérieure à celles des crédits aux entreprises (+3 %), grâce à la distribution de crédit à l'habitat (près d'un milliard d'euros supplémentaires en 2015) et dans une moindre mesure grâce à la reprise du crédit à la consommation (+3,9 %). Les collectivités locales enregistrent aussi une progression de leurs encours de près de 9 %, mais elles ne détiennent que 12 % des crédits consentis.

LA QUALITÉ DES PORTEFEUILLES DE PRÊTS S'AMÉLIORE

Évolution du taux de créances douteuses des établissements de crédit locaux dans les DOM



Évolution du taux de créances douteuses des établissements de crédit locaux dans les COM du Pacifique

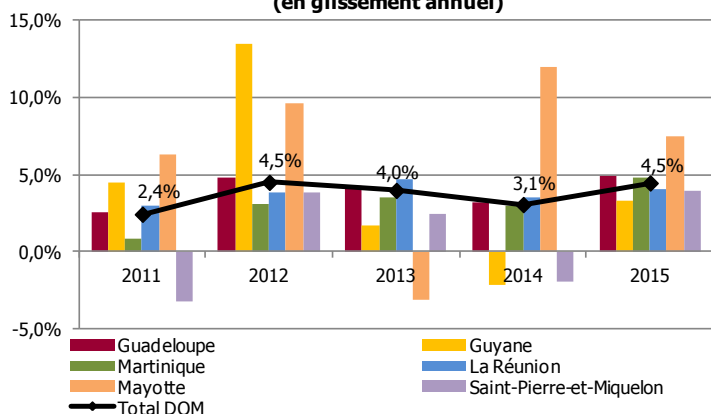


La qualité des portefeuilles de prêts des banques locales de la zone DOM s'améliore depuis plusieurs années avec un taux de créances douteuses (également appelé « sinistralité ») de 4,9 % en 2015 (contre 5,6 % en 2014 et 6 % en 2013). Ce niveau moyen reste un peu plus élevé que celui observé en métropole (3,1 % en 2015).

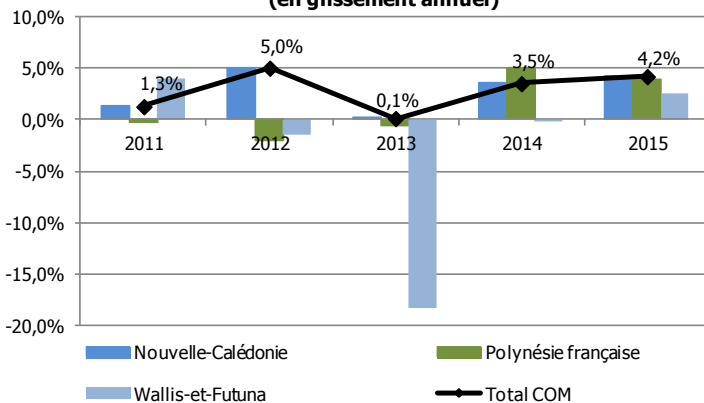
Dans les COM du Pacifique, les taux de créances douteuses évoluent peu et sont en moyenne plus élevés avec cependant des situations très contrastées : plus de 12 % pour la Polynésie française, 3 % en Nouvelle-Calédonie et 5 % pour Wallis-et-Futuna.

PROGRESSION DE L'ÉPARGNE FINANCIÈRE

Évolution des actifs financiers dans les DOM (en glissement annuel)



Évolution des actifs financiers dans les COM (en glissement annuel)



Au 31 décembre 2015, le total des actifs financiers collecté par les établissements de crédit des DOM enregistre un rythme de croissance dynamique de +4,5 % sur un an, pour s'établir à 30,6 milliards d'euros, mais demeure en deçà des niveaux des années d'avant crise (+8,3 % en 2007). La progression observée est principalement tirée par les dépôts à vue (+11,0 %) et l'épargne à long terme (+3,8 %).

Dans les COM du Pacifique, l'épargne collectée par les établissements locaux s'élève à 1 290 milliards de F CFP. L'encours des actifs financiers continue de croître de manière dynamique (+4,2 %), après avoir enregistré une hausse de 3,5 % en 2014. Cette dynamique s'observe dans toutes les géographies. L'épargne globale est principalement constituée de dépôts à vue (38 %) et de comptes à terme (24 %).

CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : Une fragile amélioration

L'année 2015 n'a pas marqué de tournant déterminant malgré l'amélioration de certains indicateurs économiques, insuffisante pour attester d'un redressement réel de l'économie guadeloupéenne.

Pour la première fois depuis mi-2012, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'est inscrit au-dessus de sa moyenne de longue période, révélant l'opinion favorable des chefs d'entreprise sur l'évolution de leur activité. Cette progression intervient dans un contexte inflationniste faible. Les moteurs traditionnels de la croissance, la consommation et l'investissement, progressent après avoir marqué le pas en 2014 et se traduisent notamment par une hausse des importations. Malgré une meilleure orientation, le marché du travail demeure sous tension. La création d'entreprises diminue pour la quatrième année consécutive, touchant principalement les secteurs de la construction et de l'industrie. Au niveau sectoriel, l'évolution de l'activité est contrastée. Si l'activité se redresse dans les secteurs du commerce et du tourisme, la morosité s'installe durablement dans le secteur du BTP qui souffre d'un manque d'activité et de perspectives. Dans le secteur primaire et de l'agroalimentaire, l'activité est mitigée.

Dans ce contexte, le système bancaire poursuit son soutien au financement de l'économie. Les encours de crédits sont dynamiques, principalement tirés par les ménages, avec une très nette reprise des crédits à la consommation et à l'habitat. Les entreprises et les collectivités, qui ont eu davantage recours aux crédits d'investissement, contribuent également à la progression de l'encours total.

Martinique : Une reprise hésitante

Après une année 2014 marquée par l'apparition des premiers signes de reprise, 2015 confirme l'orientation plus favorable du climat des affaires. L'ICA s'inscrit en hausse et passe au-dessus de sa moyenne de longue période pour la première fois depuis mi-2008. Une légère amélioration est également enregistrée sur le marché du travail. Pour autant, la demande intérieure reste fragile, les indicateurs macro-économiques affichant des signaux toujours contrastés. Sur le plan sectoriel, l'activité est globalement mieux orientée mais certains secteurs rencontrent toujours des difficultés. L'agriculture et l'agroalimentaire enregistrent des résultats encourageants alors que le BTP et les industries connexes font face à une conjoncture dégradée, et que l'activité commerciale souffre de la faiblesse de la demande. Dans le tourisme, le segment de la croisière garde son dynamisme, contrairement à l'hôtellerie qui peine à se redresser.

Parallèlement, les banques poursuivent leurs efforts de financement de l'économie. L'encours bancaire de l'ensemble des agents économiques continue de progresser, notamment les crédits à l'habitat des ménages et les crédits d'investissement des entreprises et des collectivités.

Guyane : Une conjoncture atone, malgré des signaux positifs

La situation économique de la Guyane est restée globalement atone en 2015 même si quelques signes d'amélioration ont été observés. Depuis le premier trimestre 2015, l'indicateur du climat des affaires s'est progressivement redressé mais demeure encore éloigné de sa moyenne de longue période. En parallèle, malgré une faible inflation, la consommation des ménages a été peu dynamique. Les entreprises ne sont guère plus enclines à investir que lors de l'année précédente. Enfin, la situation sur le marché du travail ne s'améliore pas même si le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans s'est contracté significativement.

La fragilité de l'économie est perceptible dans la plupart des secteurs d'activité. En effet, alors que les volumes d'affaires du secteur primaire, de l'industrie spatiale sont bien orientés et que celui du secteur tourisme se maintient, ceux des secteurs de la construction, du commerce, des services demeurent en retrait.

En dépit des signes de fragilité, le secteur bancaire continue de soutenir l'économie guyanaise. En 2015, le financement de l'économie progresse à un rythme élevé mais sur une tendance moins soutenue qu'en 2014. La croissance est principalement portée par les crédits à l'habitat des ménages et par la bonne tenue des crédits d'investissement des entreprises. Les actifs financiers s'inscrivent également en hausse avec une progression des dépôts à vue tant sur le segment des entreprises que sur celui des particuliers. L'épargne de long terme reste bien orientée avec une collecte qui reste soutenue, notamment sur les produits d'assurance vie pour les ménages et sur les placements collectifs en valeurs mobilières pour les entreprises.

La Réunion : L'embellie se poursuit et repousse le haut du cycle

L'embellie économique observée en 2014 (croissance de +3,1 % selon l'estimation élaborée dans le cadre du partenariat CEROM) s'est confirmée en 2015 et a même gagné en vigueur tout au long de l'année. Les signes d'un haut de cycle qui aurait déjà été atteint en fin d'année 2014 ne se sont pas matérialisés, au profit d'une poursuite de l'amélioration.

Les moteurs de cette amélioration conjoncturelle restent assez semblables à ceux de 2014 : une inflation historiquement basse et des taux d'intérêt exceptionnellement faibles, créant des conditions favorables pour une consommation robuste et un déploiement de l'investissement. La montée en puissance du chantier de la Nouvelle route du Littoral (NRL) se fait ressentir et constitue logiquement un levier important. Par ailleurs, le regain d'activité du système bancaire, les mesures en faveur des entreprises (programmation européenne, CICE, prime à l'embauche du premier salarié, etc.) ainsi que le début de reprise économique en métropole semblent engendrer des effets positifs sur l'environnement économique général. Des effets d'entraînement sont peu à peu perceptibles, prémices possibles d'une dynamique plus pérenne. Du côté du commerce extérieur, les importations se font l'écho de la fermeté de la demande interne mais profitent de la baisse de la facture énergétique. Les exportations se redressent enfin.

Sur le marché du travail, la forte croissance de la population active reste difficile à absorber. Néanmoins, les dispositifs d'emplois aidés et la croissance soutenue de l'emploi salarié parviennent à enclencher une légère baisse du chômage. L'amélioration est générale dans tous les secteurs, sauf dans le secteur de la construction de logement, toujours en berne. Le tourisme, lanterne rouge les années précédentes, se redresse.

L'activité bancaire s'est renforcée en 2015, tirée par le financement des entreprises et des collectivités locales, notamment par les prêteurs institutionnels. Parallèlement à la poursuite de l'assainissement de leur portefeuille de créances douteuses, les établissements bancaires se repositionnent stratégiquement afin de diversifier leurs sources de revenus, réduire leurs coûts et s'adapter à la digitalisation de l'économie notamment.

Mayotte : Un manque de visibilité qui pèse sur le développement

Attendue comme une année de transition devant permettre aux acteurs économiques de s'adapter aux nombreux changements structurels intervenus en 2014 (passage au statut européen de RUP, application de la fiscalité de droit commun), l'année 2015 se caractérise au contraire par un renforcement de l'attentisme, nourri, principalement, par un manque de visibilité des acteurs économiques et un climat social perturbé. Dès lors, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est resté morose toute l'année, se situant en dessous de sa moyenne de longue période. Paradoxalement, les indicateurs macro-économiques sont pour la plupart bien orientés.

Dans un contexte de stabilité des prix, la consommation des ménages demeure dynamique confirmant son rôle de moteur de la croissance économique mahoraise. Les entreprises maintiennent des prévisions d'investissement favorables, dont les réalisations restent toutefois à confirmer. Le commerce extérieur enregistre une nouvelle hausse des importations. Malgré une offre toujours limitée, le marché de l'emploi poursuit sa « formalisation » avec l'augmentation de la demande d'emploi.

Hormis le commerce, dont l'activité bénéficie du dynamisme de la consommation, la plupart des autres secteurs enregistrent une activité en retrait. Les secteurs du BTP et de l'aquaculture sont particulièrement touchés par une dégradation de l'activité. Le constat reste également mitigé pour les services marchands et le secteur industriel, bien que la détérioration soit moins prononcée.

Dans ce contexte économique dans l'ensemble incertain, le financement de l'économie par le système bancaire reste bien orienté, soutenu par la bonne tenue des crédits accordés aux ménages et des crédits immobiliers des entreprises. Par ailleurs, l'épargne collectée reste vigoureuse. Enfin, la qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux s'améliore avec un léger repli du taux de créances douteuses.

Saint-Pierre-et-Miquelon : L'activité économique est soutenue par les ménages

Au regard de l'orientation positive observée en 2014, le bilan de l'année 2015 reste favorable mais il est plus contrasté, certains indicateurs se dégradant sensiblement, notamment au niveau sectoriel.

On observe une légère reprise de l'inflation alors qu'elle diminuait progressivement depuis 2012. La situation sur le marché de l'emploi s'améliore, favorisant la consommation des ménages. Du côté des entreprises, l'investissement continue de croître, porté par le dynamisme du financement bancaire.

Au niveau sectoriel, le bilan demeure mitigé. Après l'embellie constatée en 2014, l'activité touristique affiche des résultats en demi-teinte en 2015. La commande publique est également en léger recul. Enfin, alors que la pêche artisanale est en nette hausse, l'activité de la pêche industrielle se contracte fortement.

Dans ce contexte, le secteur bancaire enregistre de nouveau une croissance dynamique de son activité, soutenue par la vigueur de l'épargne des ménages ainsi que par la croissance marquée des concours destinés aux acteurs économiques.

Nouvelle-Calédonie : Le moral retombe mais les fondamentaux résistent

Le redressement de l'économie de la Nouvelle-Calédonie amorcée en 2014 ne s'est pas confirmé en 2015. Si les principaux indicateurs économiques se maintiennent, les entrepreneurs calédoniens considèrent que la conjoncture s'est fortement dégradée et se disent très nettement moins confiants sur leur courant d'affaires. Dans ce contexte conjoncturel morose, le marché du travail se détériore de nouveau, marqué par une progression continue de la demande d'emploi, face à une offre atone. Néanmoins la consommation des ménages, bien que mitigée, se maintient. L'investissement reste soutenu, malgré la forte dégradation des prévisions d'investissement des entrepreneurs au second semestre. Les échanges commerciaux avec l'extérieur se replient en valeur, essentiellement en raison de la contraction du repli des prix des principaux produits échangés.

Sur le plan sectoriel, les évolutions sont contrastées. Les opérateurs du nickel pâtissent de la détérioration des cours mondiaux, qui touche durablement la valorisation de leurs exportations et les pousse à différer leurs investissements. Le secteur primaire présente un bilan mitigé suite à une nouvelle année de sécheresse. En revanche, malgré le ralentissement de la commande publique, l'activité dans le secteur BTP est restée globalement bien orientée, portée notamment par la construction privée. Enfin, la fréquentation touristique progresse significativement, rompant avec plusieurs années de ralentissement.

Dans ce contexte économique en perte de vitesse, l'activité bancaire est restée dans l'ensemble dynamique. L'encours brut des crédits octroyés aux agents économiques progresse significativement, de même que la collecte de dépôts. Les performances des établissements de crédit locaux restent favorables, malgré une légère dégradation de la qualité de leur portefeuille de crédit.

Polynésie française : L'emploi, pièce manquante à la reprise

L'économie polynésienne montre en 2015 de nouveaux signes d'amélioration, confortant une sortie de crise déjà esquissée en 2014. Les chefs d'entreprise polynésiens se montrent plus confiants sur le moyen terme, dans un contexte politique et budgétaire territorial clarifié : l'investissement devient plus dynamique et le marché du travail tend à se stabiliser. Les créations d'emploi restent toutefois insuffisantes pour faire refluer le chômage et donner une réelle impulsion à la consommation des ménages : l'emploi apparaît aujourd'hui comme la pièce manquante d'une reprise plus affirmée.

La plupart des secteurs témoignent d'un retour à des volumes d'activité plus importants. La fréquentation touristique progresse à nouveau, en dépit du repli observé dans le secteur de la croisière. Industrie et services affichent des résultats encourageants. La situation s'améliore plus lentement dans le BTP, dont le chiffre d'affaires a tout de même renoué avec sa moyenne décennale après plusieurs années de crise. Le secteur primaire présente en revanche un bilan mitigé : les bonnes performances de la filière pêche ne compensent pas les difficultés de la perliculture, dont les recettes à l'exportation s'affaissent. L'activité commerciale stagne, confrontée à une demande peu dynamique et à un probable changement du comportement de consommation des ménages.

Dans ce contexte économique dans l'ensemble mieux orienté, l'activité bancaire demeure contrastée. L'encours sain de crédits fléchit pour la quatrième année consécutive alors que la collecte de dépôts poursuit sa croissance. La qualité du portefeuille des banques s'améliore légèrement, mais la sinistralité demeure à un niveau élevé.

Wallis-et-Futuna : Une économie portée par la consommation intérieure

En 2015, l'activité économique est restée portée par la consommation des ménages dans un contexte de faible inflation et de repli du niveau d'investissement des entreprises. L'évolution des différentes données relatives au commerce extérieur l'atteste, avec un maintien des importations de biens de consommation des ménages et une baisse significative des importations de biens intermédiaires et de biens d'équipement à destination des entreprises.

Les indicateurs de financement de l'économie traduisent aussi ces évolutions. Le financement de la consommation des ménages est en progression sur l'année, tandis que le financement de l'investissement des entreprises se resserre. Par ailleurs, l'encours des crédits à l'habitat accordés aux ménages recule, conséquence des remboursements en cours et de l'absence de nouveaux octrois. Un arrêté, publié au Journal Officiel de la République française le 14 mai 2014, acte l'institution prochaine d'une sous-régie de recettes auprès du Tribunal de première instance de Mata'Utu. Constituant une garantie de recouvrement des crédits à la clientèle pour les établissements de crédit, ce dispositif pourrait relancer l'activité de financement de l'habitat, et stimuler par voie de conséquence le secteur du BTP, aujourd'hui fragilisé par une commande publique en baisse.

UNE REPRISE FRAGILE, MARQUÉE PAR DE NOUVELLES INCERTITUDES

En 2015, l'activité mondiale a légèrement décéléré, progressant de 3,1 % après 3,4 % en 2014, selon les dernières estimations du FMI publiées en avril 2016. Cette évolution masque toutefois de fortes disparités de rythme de croissance selon les zones géographiques. Dans les pays avancés, la croissance est restée modeste à 1,9 % en 2015 (après 1,8 % en 2014), marquée par quelques à-coups inattendus en fin de période notamment aux États-Unis, au Japon et dans les économies asiatiques avancées. Dans les pays émergents, en revanche, l'activité a poursuivi son ralentissement en 2015 (à 4,0 % après 4,6 % en 2014).

Aux États-Unis, dans un contexte de normalisation de la politique monétaire, la croissance se maintiendrait à un niveau soutenu (+ 2,4 %), tout comme en 2014. La situation sur le marché du travail s'améliore avec une baisse du taux de chômage.

Après une année 2014 marquée par la stabilité de l'activité, le PIB du Japon s'accélérait légèrement (+0,5 % en 2015).

Dans le sillage d'un affermissement de la demande intérieure, la reprise modérée se confirmerait en zone euro. Elle est également favorisée par la baisse des prix de pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. De 0,9 % en 2014, la croissance de la zone passerait à +1,6 % en 2015.

La Chine, qui est aujourd'hui la plus grande économie du monde en parité de pouvoir d'achat, opère sa transition vers un nouveau modèle de croissance. La croissance y diminuerait progressivement, passant de +7,3 % en 2014 à +6,9 % en 2015. Le FMI prévoit une récession en 2015 en Russie (-3,7 %) et au Brésil (-3,8 %).

L'année 2015 s'est surtout caractérisée par une augmentation des incertitudes. Plusieurs risques d'ordre politique (crainte sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne), géopolitique (menaces terroristes, crise des réfugiés) ou naturel (changement climatique), se sont en effet ajoutés aux grandes tendances macroéconomiques actuellement constatées (nouvelle baisse des prix du pétrole, rééquilibrage de l'économie chinoise, diminution des flux de capitaux dans les pays émergents, volatilité des marchés financiers, diminution conjuguée de l'investissement et du commerce international). La combinaison de ces risques est de nature à enrayer la reprise et pèse sur les perspectives, avec une intensité différenciée selon les pays et les régions. Compte tenu de cette situation, le FMI table désormais sur une reprise de l'économie mondiale plus lente et de plus en plus fragile. Il abaisse ses prévisions de croissance pour 2016 et 2017, respectivement à 3,2 % et 3,5 %.

Source : FMI

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : H. GONSARD

Éditeur et imprimeur : IEDOM Achevé d'imprimer : 20 mai 2016 – Dépôt légal : 20 mai 2016 – ISSN 1952-9619